

des. Des conflits surgissent entre ces différents intérêts dont seuls les prolétaires musulmans et indous font les frais, tout comme les prolétaires arabes et juifs en Palestine.

C'est la guerre mondiale qui a renforcé la bourgeoisie indigène en même temps qu'elle faisait apparaître le prolétariat sur l'arène historique. En effet, la guerre mondiale, tout comme pour l'Égypte, isolait les Indes de la Métropole et contribuait à une poussée de développement industriel: l'industrie textile (coton, laine, jute), qui se développe à Calcuta et surtout à Bombay et l'industrie métallurgique, etc. Cette industrialisation de l'Inde est marquée par le recul constant des importations anglaises. En 1913 les produits anglais représentent 64,2 p. c. des importations aux Indes, en 1935, ce chiffre n'est plus que de 40 p. c. Le développement de l'industrie cotonnière est, entre toutes, la plus rapide; son progrès ressort dans le tableau suivant:

	broches		Main	
	Filats.	Métiers	en millions	d'ouvriers
1913-14.	264	96.000	6	260.000
1925-26	303	155.000	8,4	370.000
1934-35.	336	187.000	9,1	415.000

Dans la première moitié du XIX<sup>me</sup> siècle, l'industrie textile anglaise avait ruiné l'artisanat indigène. Et le Gouverneur général — comme le rappelle Marx, dans le « Capital » — pouvait déclarer « l'histoire du commerce (il aurait dû dire l'impérialisme britannique) ne rapporte pas de misère comparable. Les os des tisserands indous blanchissent les plaines de l'Inde ».

Encore aujourd'hui — 100 ans après — les os des tisserands, et des paysans, blanchissent toujours les plaines de l'Inde, mais en plus au profit de la bourgeoisie indigène.

A côté de la vieille industrie installée autour de Bombay, ont surgi les filatures groupées autour de Ahmadabad.

Mais tandis que les filatures de Bombay fabriquent surtout des produits bon marché rivalisant principalement avec les produits japonais, celles d'Ahmadabad livrent des marchandises pouvant rivaliser avec ceux du Lancashire.

En 1913, 43 p. c. des exportations des cotonnades anglaises se dirigeaient vers les Indes; en 1935, ce chiffre n'est plus

que de 25,3 p. c. Les Indes restent toujours les meilleurs clients de la Grande-Bretagne, mais au lieu de lui acheter près de la moitié de ses exportations de cotonnades, elles ne lui en achètent plus que le quart, soit 497 millions de yards contre 3 milliards en 1913.

Un Conseil National avait bien été constitué en 1885, pour l'obtention d'une graduelle régénération mentale, morale, sociale et politique de la nation hindoue, et pour consolider l'union entre l'Angleterre et les Indes au travers de réformes. Son rôle se borna à tenir des Congrès une fois par an. De ces assises ne sortait rien de positif.

Ce fut encore la guerre mondiale qui permit à la bourgeoisie hindoue de faire preuve d'un loyalisme tel que l'impérialisme anglais ne pouvait plus lui refuser de partager la gerance politique du pays — c'est-à-dire, l'exploitation des masses paysannes et ouvrières. L'Inde en effet envoya sur les champs du carnage un contingent supérieur à celui de tous les Dominions pris ensemble, participa pour une très grande part au financement de la guerre (garantie de 100 millions de livres aux emprunts) et enfin l'Empire Britannique put, en toute sécurité, retirer les garnisons anglaises pour les envoyer au combat. C'est immédiatement après la guerre que se manifesta tout l'essor qu'avait pris le mouvement « nationaliste » hindou. Tout en favorisant la vague de grève qu'elle exploita à des fins politiques, (exactement comme la bourgeoisie nationaliste d'Égypte), la bourgeoisie Indoue ne perdait pas de vue ses intérêts de classe et entendait ne laisser limiter en rien ni ses privilèges ni l'exploitation du prolétariat. Elle se borna au boycottage des marchandises anglaises, à un mouvement — dans une première phase de non-coopération aux institutions gouvernementales, et si elle suscita de l'agitation comme la fameuse campagne du sel, elle le fit toutefois sous le signe de la non-violence et de la résistance passive, méthode si chère à Gandhi.

Si elle lança le mot d'ordre du refus de paiement de l'impôt à l'État, elle se hâta d'ajouter que « le non-paiement des fermages aux propriétaires indigènes était contraire aux résolutions du Con-

grès et nuisible à l'intérêt national »... c'est-à-dire, aux exploités indigènes. Et quand, le mouvement de non-coopération sous la poussée d'interventions de masses paysannes et ouvrières, aboutit à une vague de grèves de 1919-1922, le Congrès National réagit immédiatement, déterminant son véritable rôle de soutien au capitalisme.

En 1922, Gandhi, qui était surtout l'expression de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie, fut évincé de la direction du mouvement nationaliste qui, avec son parti zvarai par Das (autonomiste) partit, en 1925, aux élections de l'Assemblée législative de Delhi en empruntant une voie nouvelle — qui marque un jalon dans le compromis avec l'impérialisme britannique.

Pour empêcher l'éclosion de mouvements de masse, comme en 1919-1922 et 1925-1932, la bourgeoisie nationaliste fit passer la « gauche » du Congrès, c'est-à-dire le pandit Nehru, Socialiste l'appela la presse du Front Populaire et nous voyons quelles marchandises avariées peuvent passer sous cette étiquette. Aux dernières assises de 1936, à Faizpur, Nehru a été réélu, à l'unanimité, président du Congrès national. Gandhi lui-même est sorti de son long mutisme de deux années pour faire entendre un appel en faveur.

C'est donc à Nehru qu'échoit le rôle de négocier le compromis qui permettra de faire avaler la nouvelle Constitution.

Déjà, en décembre 1919, le Parlement britannique avait octroyé à l'Inde une constitution provisoire dont les effets devaient être constatés sur place par une Commission d'enquête, après une période de dix ans. En 1930, en effet, la Commission, sous la présidence de Sir John Simon, déposa son rapport et ses conclusions. Mac Donald décida de réunir à Londres les délégués hindous qui auraient à élaborer les bases de la nouvelle Constitution. Ce fut la Conférence dite de la Table Ronde, qui siégea de novembre 1930 à décembre 1932 en trois sessions séparées par de longs intervalles. Mais ce fut seulement en 1937 — sept ans après le dépôt des conclusions de la Commission Simon et vingt ans après la première déclaration faite par le Gouvernement anglais d'introduire

une réforme constitutionnelle aux Indes — que cette Constitution a été finalement adoptée.

D'après la nouvelle Constitution, l'autonomie provinciale des onze provinces de l'Inde britannique proprement dite est chose accomplie le 1<sup>er</sup> avril. Ce n'est qu'après avoir réglé le problème des six cents États indigènes qui englobent une population de 80 millions d'habitants, qu'entrera en vigueur la partie fédérative.

Le droit de suffrage, pour les assemblées législatives des onze provinces, reste subordonné à un cens, de propriété ou fiscal; les électeurs seront au nombre de 35 millions (14 p. c. de la population) dont 6 millions de femmes — force naturellement réactionnaire.

Des sièges spéciaux sont réservés aux musulmans, aux sikhs, etc., dans le but de perpétuer les antagonismes religieux, si favorables à l'impérialisme anglais. L'autonomie est encore plus limitée en ce qui concerne l'ensemble du pays: la fédération pan indienne. Les pouvoirs y sont partagés entre le gouverneur général et les deux Chambres.

Ce gouverneur général n'est que l'ancien vice-roi dont seul le nom a été changé. Il reste le dictateur suprême et le fondé de pouvoirs de l'impérialisme britannique.

Les deux Chambres de la Fédération — qui seront, comme nous l'avons déjà dit, élues plus tard — seront encore moins démocratiques que les assemblées provinciales. Deux tiers des membres de la Chambre basse seront élus non au suffrage direct, mais par les parlements provinciaux; le dernier tiers sera nommé par les princes indigènes.

Le caractère réactionnaire est encore plus accentué dans la Chambre haute: sur les 260 membres, 104 seront nommés par les princes indigènes et les 156 restants seront élus par une petite couche de gros propriétaires et de magnats de la finance.

Les élections qui viennent d'avoir lieu en février, pour les onze parlements provinciaux, ont marqué une écrasante victoire des partisans du Congrès national. Ils disposent de la majorité absolue dans six des assemblées législatives (y compris Bombay) et dans deux autres (dont le Bengale); ils représentent, pris isolément, le plus grand parti, ce qui revient à dire que, pour les nationalistes, se